LA GUERRE DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

(SUITE).

La guerre continue à faire rage dans l'ex-Yougoslavie. En septembre 1991, "Nouvelles CFDT" publiait un article: "COMPRENDRE LA YOUGOSLAVIE". Un an plus tard, nous voudrions fournir des éléments complémentaires, compte tenu du déplacement du conflit en Bosnie-Herzégovine, de ce que l'on appris depuis concernant la guerre en Croatie, enfin des risques au niveau du "Front Sud", Kosovo et Macédoine.

A L'ORIGINE DU CONFLIT BOSNIAQUE.

Vaste triangle coincé entre les deux branches de la "pince" que constitue la Croatie au Nord et à l'Ouest et fermé par la Serbie à l'Est, la Bosnie Herzégovine comprend la Bosnie, plus vaste au Nord et la petite Herzégovine au Sud. Paul Garde la compare à une "Auvergne islamique". "Auvergne", du fait de son caractère de chateau d'eau montagneux qui la distingue de la côte aride méditerranéenne de la Dalmatie à l'Ouest et des plaines de la Save et de la Drave au Nord. "Islamique", avec ses 44% de Musulmans, qui depuis quatre siècle ont imprimé une forte empreinte sur le pays; le moindre village apparait hérissé de minarets. Les centres des villes conservent des quartiers d'échoppes d'artisans groupés par métiers, dans les villes d'Orient; quant au grand bazar de Sarajevo, il est conçu comme celui des villes turques. Selon des chiffres de 1991, on aurait 44% de Musulmans, 32% de Serbes, 18,4% de Croates (voir carte I). A noter que Musulman (avec un M) est considéré, depuis 1968, comme une nationalité. Dans le passé, ils se considéraient eux-mêmes comme "Turcs", pourtant ils parlent le serbo-croate, ne sont pas d'ascendance turque et sont des slaves convertis à l'islam.

UNE HISTOIRE COMPLEXE.

Un survol historique permettra de mieux comprendre la complexité ethnique de ce pays aujourd'hui déchiré par une guerre atroce.

Les Slaves qui, à partir du 6ème siècle, franchissent le Danube pour se répandre au Sud vont constituer plusieurs "Royaumes". Au départ la Bosnie est une composante d'un vaste royaume Croate qui au début du 11ème siècle fait allégeance à

la Hongrie. C'est alors que la Bosnie forme un Royaume à part, ceci jusqu'à la conquête turque.

Formé de Slaves convertis au catholicisme, le Royaume est touché, au 12ème siècle, par une hérésie contemporaine de l'hérésie cathare dans le Languedoc, sans qu'on puisse établir de lien entre les deux. La Bosnie connait alors une grande instabilité religieuse en raison d'une pluralité des confessions et d'un très faible encadrement par le clergé

Bientôt le pays va être affronté à la conquête ottomane. En 1398, alliés aux Serbes établis plus au Sud, les Bosniaques sont battus par les armées ottomanes à la bataille de Kosovo. Pour l'heure cependant les Ottomans délaissent la Bosnie pour s'occuper de la Serbie et Belgrade est conquise en 1459. L'Etat serbe disparait pour trois siècles et demi.

En Serbie, comme dans la majorité des pays conquis, les Ottomans se préoccupent peu de conversion. L'administration des diverses provinces (Sandjak) était confiée à des beys essentiellement chefs militaires, chargés d'une unité de cavaliers (spahis) auxquels était dévolu une sorte de fief à titre temporaire. A noter que seuls les musulmans avaient le droit de porter les armes. En face du bey, le cadi était le chef de la justice. Les chrétiens ou juifs pouvaient pratiquer leur religion, mais ne possédaient qu'une "citoyenneté" de seconde zone. Il payaient toutefois des impôts supplémentaires, d'où le faible intérêt d'accroître le nombre des convertis.

La Bosnie, en contact avec la Serbie envahie, a déjà connu l'intervention des beys, par delà la frontière, pour le moins imprécise. Ce n'est cependant qu'en 1463 que les Ottomans conquiert le pays. Contrairement à ce que l'on a pu observer dans le reste des Balkans, on constate, en Bosnie, de nombreuses conversions. Peut-on expliquer la facilité des conversions à l'Islam par la grande instabilité religieuse qui règne dans ce pays ? D'autres raisons sont invoquées. Les catholiques ou hérétiques, en se convertissant deviennent des beys, constituant ainsi une noblesse militaire, avec tous les avantages attachés à la fonction. On a vu ainsi se perpétuer en Bosnie, jusqu'au 19ème siècle, une structure féodale, où les "beys" exigeaient des paysans cultivant leurs terres des redevances en nature. Encore au 19ème siècle, les paysans bosniaques, musulmans ou chrétiens sont considérés comme les plus opprimés, sorte de serfs, ce qui explique d'ailleurs de nombreuses révoltes au cours des siècles, révoltes suivies de répressions impitoyables. Les bosniaques convertis se révèlaient "plus turcs que les Turcs" et manifestaient un fanatisme religieux et un conservatisme social qui les mirent parfois en conflit avec les autorités d'Istanbul.

On explique aussi les conversions en Bosnie par le fait qu'il était difficile d'intaller, aux confins de l'Empire ottoman, des Turcs venus d'ailleurs, pour assurer la sécurité du pays. Dans ce cas les conversions de nobles déjà en place apparaissaient les bienvenues, ce qui expliquerait aussi qu'on conserva ici l'hérédité des fiefs, ce qui n'était pas le cas dans les autres contrées.

La Bosnie se caractérise donc par l'importance des Musulmans, mais aussi par un énorme brassage de populations. A la population d'origine croate catholique, dont le plus fort noyau est installé dans la région Ouest de l' Herzégovine, autour de Mostar, en bordure de la Dalmatie croate, est venue se mêler une importante population serbe orthodoxe. Les luttes entre l'empire austro-hongrois et les Ottomans dont la Bosnie fut le théatre ont conduit à d'importants transferts de populations, ce qui fait qu'aujourd'hui une large part des serbes orthodoxes ne sont pas localisés en bordure de la frontière serbe, mais dans l'angle entre le Nord de la Croatie et la Dalmatie.

LA BOSNIE ENTRE "GRANDE SERBIE" ET "YOUGOSLAVISME".

Vers 1840, les beys se révoltent contre le pouvoir du sultan de Constantinople et durant une dizaine d'années, toute la Bosnie s'embrase. En 1850, Istanbul réagit et Omar Pacha s'installe à Sarajevo et soumet systématiquement les beys à son autorité, sans toutefois que s'améliore la condition des paysans qui se révoltent en une jacquerie, suite à la mauvaise récolte de 1874.

Cependant la Bosnie est convoitée de divers cotés. La Serbie, depuis 1830 a obtenu d'Istanbul sa reconnaissance, en tant que principauté autonome, et agrandit son territoire en 1833. En 1844, le programme national des Serbes prévoit l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et des comités serbes se constituent dans diverses villes bosniaques au cours des années suivantes. Ces Serbes de Bosnie se soulèvent dans les années 1870, ajoutant l'insurrection politique à l'agitation paysanne. Le Monténégro approvisionne en armes les tribus serbes voisines de l'Herzégovine, tandis que des volontaires affluent pour aider les Serbes de Bosnie. Le pouvoir serbe, après beaucoup d'hésitations, s'engage dans la lutte contre les Ottomans, mais essuie un cuisant échec.

Cependant les grandes puissances s'en mêlent. Voulant avoir les mains libres dans sa lutte contre l'empire Ottoman, la Russie pour s'assurer la neutralité autrichienne promet à cette dernière la Bosnie-Herzégovine. La Russie s'engage alors dans la guerre contre Istanbul, guerre victorieuse, mais qui, du traité, voit l'intervention de l'Angleterre, l'Allemagne et de la France, pour limiter les ambitions russes. Le compromis de 1878 donne toutefois à l'Autriche-Hongrie le droit d'occuper la Bosnie-Herzégovine pour y rétablir l'ordre, le pays restant de droit sous l'autorité du Sultan. La Croatie dispose alors d'une certaine autonomie, au sein du Royaume de Hongrie, et le XIIIème corps d'armée croate est chargé de l'opération qui ne se révèle pas une simple promenade militaire et se heurte à la vive résistance des populations. Cependant fin 1878, l'occupation est achevée. Surgit alors un problème politique. Les Croates, occupants militaires et ayant fourni la majorité des cadres civils de l'occupation, réclament le rattachement pur et simple de la

Bosnie-Herzégovine à leur royaume. L'accepter, c'est renforcer le "Yougoslavisme", c'est à dire le mouvement qui tend à regrouper dans un seul Etat tous les Slaves du sud de la Monarchie austro-hongroise: Slovènes, Croates, Serbes de la Voïvodine (Sud de la Hongrie) et maintenant Bosniaques. Ce mouvement soutenu par Mgr Strossmeyer développe la thèse selon laquelle la nationalité est fondée d'abord sur la langue commune aux Serbes et aux Croates, et que les autres différences sont appelées progressivement à s'effacer. Pas plus Budapest que Vienne ne veulent l'accepter.

A coté du commandant en chef croate, Vienne nomme donc un représentant du ministre des Finances austro-hongrois, avec pouvoirs dictatoriaux, résidant à Sarajevo. Ce fonctionnaire développe en Bosnie une bureaucratie nombreuse. Afin de hisser le pays au niveau européen, trois quarts des fonctionnaires sont importés des divers territoires de l'empire autrichien. C'est de cette époque que datent les premiers chemins de fer, souvent à voie étroite, la construction d'un réseau routier et d'hopitaux. Tout ceci ne put se faire évidemment sans une forte augmentation des impôts qui quintuplent. L'un des résultats les plus nets, c'est l'inclusion de la Bosnie dans l'union douanière austro-hongroise et la dépendance économique du pays vis à vis de l'Autriche-Hongrie.

L'élément catholique, alors 18% de la population, naturellement favorisé par cette administration: mise en place d'évéchés, constructions d'églises, dont la cathédrale Sarajevo, ouverture d'écoles religieuses. Le gouverneur tenta aussi une politique de colonisation dans la zone Nord, bordure de la Save, établissant sur des domaines: Croates, Allemands, Polonais et Tchèques, tous catholiques. Cette tentative visant à rééquilibrer les confessions accrut les tensions nationales. Les Croates y virent un premier pas vers l'idée de "Grande Croatie", surtout, lorqu'en 1882, l'archevêque de Sarajevo s'en fit le champion. Les Serbes "Grande orthodoxes de Bosnie se tournèrent tout naturellement vers le Royaume serbe dont Belgrade était devenu la capitale. Constatant l'échec de sa tentative, le gouverneur autrichien tenta alors, de développer une conscience nationale bosniaque, pensant ainsi rallier les musulmans. Mais à l'heure où les conflits des nationalités se multipliaient dans l'Empire autrichien et dans les Balkans, plus se fortifiait en Bosnie la double équation: catholique= Croate, orthodoxe=Serbe, les musulmans formant un noyau à part dont l'identité nationale restait problématique.

Finalement en 1908, avec l'accord de la Russie, l'Autriche-Hongrie annexe purement et simplement la Bosnie-Herzégovine. Cette annexion heurte de front aussi bien les patriotes serbes que les patriotes croates. Les Croates sont mécontents que cette région reçoive le statut d'une "Terre d'Empire", administrée conjointement par Vienne et Budapest, au lieu d'être réunie aux pays croates. La diète de Zagreb est alors dominée par une coalition favorable au "yougoslavisme", et considère qu'une occasion a été manquée de mettre en oeuvre cette coalition des Slaves du sud de l'Empire. Mais dans le même temps le nationalisme purement croate se durcit. Le Parti

du "Droit" réclame un Etat national croate, continuateur de l'ancien Royaume de Croatie, sans concession, ni aux Hongrois, ni aux Serbes.

En Serbie, l'idée de "Grande Serbie", mal acceptée par le roi Pierre qui est en faveur de l'Union des Slaves du Sud (Serbie comprise), devient au contraire de plus en plus populaire dans le parti au pouvoir et dans l'armée qui rêve de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que d'autres territoires peuplés de Serbes. Au coeur de cette action se trouve "la Main Noire", dont le leader, chef des renseignements de l'Etat-major, entretient tout un réseau d'agents dans les pays ottomans et autrichiens et en particulier en Bosnie-Herzégovine.

La Guerre de 1914 va surgir à propos de cette question. Le prince-héritier François Ferdinand passe pour hostile à l'excès de pouvoir des Hongrois au sein de la Monarchie et souhaiterait favoriser un équilibre en développant l'entité "yougoslave", le rassemblement des Slaves du Sud de l'empire. Cette politique qui comble les voeux des partis de la Diète de dominée toujours par les partisans "yougoslavisme", soulève l'hostilité des partisans de Grande Serbie, dont tous les espoirs d'agrandissement vers l'Ouest se trouveraient ainsi bloqués. Elle suppose, en effet, un renforcement de la répression, en Bosnie, contre tous les partisans de l'union avec la Serbie. La " Main noire fournit armes aux conjurés serbes, les aide à franchir frontière de Bosnie et l'Archiduc est assassiné lors d'une visite à Sarajevo, le 28 juin 1914, jour anniversaire de la bataille de Kosovo perdue par les Serbes. La déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie entraine le premier conflit mondial.

BOSNIE YOUGOSLAVE PUIS CROATE.

Dès 1918 la Bosnie accepte de s'unir à la Serbie et les troupes serbes franchissent la frontière. Au sein de l'Etat yougoslave centralisé qui se met en place, Etat qui ne répond nullement aux aspirations des Croates, les "Bosniaques" vont être un élément qui, au Parlement, fait pencher la balance en faveur des Serbes. On envisage de faire disparaitre en Bosnie-Herzégovine les dernières traces du féodalisme ottoman et de réduire les pouvoirs des grands propriétaires musulmans, souvent qualifiés de "Turcs". En fait les beys musulmans de Bosnie surent utiliser les jeux de la politique et vendre leur soutien au premier ministre yougoslave, contre la garantie de conserver leurs propriétés. A la veille de la seconde guerre mondiale, un quart seulement des surfaces arables avait été redistribué. Une famille paysanne sur quatre en avait bénéficié.

Suite à l'assassinat du roi Alexandre à Marseille, le prince Paul devenu régent cherche à atténuer les heurts entre Croates et Serbes, en supprimant les causes qui alimentent le terrorisme des Oustachis croates. En 1939, il crée une "banovina" de Croatie, appelée à disposer d'une certaine autonomie. Il est à noter que cette province autonome comprend non seulement la Croatie actuelle, mais aussi une partie de la Bosnie centrale, à forte population croate (Voir carte II).

La seconde guerre mondiale ne permettra pas la mise en oeuvre complète de ce projet.

Suite à l'invasion allemande en Yougoslavie, et suite au refus du chef du parti paysan croate d'assumer des responsabilités dans un pays soumis au 3ème Reich, Hitler fait proclamer par les Oustachis croates, avec lesquels il est en contact depuis plusieurs années, "l'Etat Indépendant de Croatie". Cet Etat, auxquels nombre de Croates refusent d'adhérer, pratique une politique de collaboration active avec l'Allemagne nazie. On notera que cet Etat englobe la Bosnie où les catholiques cont reconnus comme "Croates" et où les musulmans sont proclamés de la nation croate" (voir carte III). Cet oustachi raciste ferme les écoles confessionnelles orthodoxes, interdit aux Serbes l'accès à l'armée, à la vie politique et à de nombreuses professions. C'est un véritable "apartheid" qui est pratiqué à l'encontre de deux millions de Serbes, la plupart étant domiciliés en Bosnie. Selon les proclamations des Oustachis, il ne doit plus rester d'orthodoxes dans l'Etat indépendant: un tiers doivent partir, un tiers se convertir au catholicisme, un tiers mourir. Des camps de travail forcé où bien peu survivront regroupent Serbes, Juifs, Tsiganes et enfin Croates ennemis du régime.

A partir de 1942, la situation devenant de plus en plus difficile en Serbie, le quartier général de Tito, avec ses "partisans", s'installe dans diverses localités de Bosnie où sont créés successivement le "Conseil antifasciste", puis le "Comité de Libération nationale". Le nombre de Croates et de musulmans ne cesse de grandir au sein des partisans, ce qui les distingue des Tchetniks, de Mihajlovitch, à recrutement purement serbe et qui réagissent aux massacres perpétrés par les Oustachis, en massacrant à leur tour des musulmans ou des Croates, sans s'inquièter de leur attitude vis à vis de l'Etat oustachi.

DE LA BOSNIE "REPUBLIQUE" A LA BOSNIE INDEPENDANTE.

la Bosnie-Herzégovine devient l'une Tito, Républiques yougoslaves. Au cours de la guerre elle a perdu 13% de sa population (320.000 personnes: 170.000 Serbes, 78.000 Musulmans, 64.000 Croates). Sa capitale Sarajevo porte l'empreinte des empires ottoman et autrichien. Présents surtout dans l'Ouest de l'Herzégovine, les Croates relativement peu nombreux en Bosnie. Les Serbes, nous l'avons sont d'autant plus nombreux qu'on s'éloigne de frontière avec la Serbie. Les Musulmans sont plus nombreux dans les villes et les Serbes dans les campagnes, si bien que formant moins du tiers de la population, ils sont majoritaires dans plus de la moitié des communes. Mais ce qu'il importe de souligner, c'est l'inextricable imbrication des Musulmans et Croates semblent avoir plus d'affinités entre eux qu'avec les Serbes. A noter que du fait de leur natalité plus élevé, le pourcentage de Musulmans s'accroît.

En 1952, dans toute la république, il n'y avait pas un seul kilomètre de route goudronnée; 50 ans plus tard, une partie du réseau routier était refait à neuf, mais l'aspect des villages et des villes, sauf Sarajevo avait peu changé. Parmi les Républiques Yougoslaves, la Bosnie-Herzégovine se situe, au plan économique, nettement en dessous de la moyenne: produit social moyen par tête: 80 pour un indice moyen de 100 (Slovénie 171); revenu personnel moyen par tête: 96, pour un indice moyen de 100 (Slovénie: 124); pourcentage de chômeurs: 23,9% contre une moyenne de 16,2 (Slovénie: 1,7).

En 1988, la Bosnie connut durant quelques mois une agitation entretenue par des Serbes, dans le cadre de la "campagne des meetings", lancée par le leader du parti communiste Yougoslave Milosevic, ayant pour thème le "soutien aux Serbes du Kosovo". conduisent à l'exacerbation des passions meetings ethniques, cependant celle-ci s'apaisent en Bosnie et on n'en trouve que des séquelles en 1990. C'est l'année des élections libres dans toutes les républiques. le parti communiste au est concurrencé en Bosnie par trois d'opposition, représentant chacun une des nationalités: Le Parti d'Action Démocratique (SDA), pour les Musulmans, Parti Démocratique Serbe (SDS) et l'Union Démocratique Croate (HDZ) : ces deux derniers portent le même nom que les partis nationalistes serbes et croates en Croatie. Le temps d'une élection, du 10 novembre au 9 décembre, ces partis, qui ne se concurrençaient pas, puisqu'ils s'adressaient à des électorats différents, firent taire leurs querelles et concentrèrent attaques contre les communistes, alliés, comme en Slovénie en Croatie, au Parti des changements démocratiques du premier ministre yougoslave: Markovic. La victoire sur les communistes fut totale: Musulmans 86 sièges, Serbes: Croates: 44, communistes: 20, parti de Markovic: 13.

La coalition des trois partis nationaux maintient son alliance pour la formation du gouvernement , alors même que dans la Croatie voisine Serbes et Croates s'affrontent. Par accord entre les trois partis, le président de la République est un Musulman, celui du Parlement un Serbe et le premier ministre un Croate. Le président de la République A.Izetbegovic n'avait jamais été membre du parti communiste. Dissident, il avait été arrêté deux fois sous l'ancien régime, la seconde fois en 1983, il était accusé de "fondamentalisme musulman" pour un simple délit d'opinion. C'est un juriste obstiné, mais paisible, appelé parfois le "Gandhi" bosniaque. On pouvait espérer que l'arbitrage des Musulmans assurerait l'équilibre entre Serbes et Croates. La Bosnie pouvait-elle rester en dehors du conflit ?

Sous les apparences d'un gouvernement de coalition, il y avait en fait une sorte de partage du pouvoir. Chaque ministère, avec les fonctionnaires qui en dépendaient , tendait à devenir le fief du parti (et, par conséquent, de l'ethnie) de son ministre. De même, sur le plan territorial, chaque commune , pourvue d'une grande autonomie du fait de la Consitution titiste, tendait à appartenir à un camp ou à un autre.

Autre élément à prendre en compte: le territoire entier est occupé par l'armée fédérale. Il lui sert de base arrière pour ses opérations, d'abord de prétendue médiation, puis très vite de guerre contre la Croatie. L'armée, il ne faut pas l'oublier se veut gardienne de la Fédération yougoslave et de son caractère "socialiste". La plupart des régions "serbes" de Croatie, en rébellion contre le pouvoir croate , sont en effet limitrophes de la Bosnie (sauf la Slavonie orientale). L'attaque contre Dubrovnik, elle aussi, n'a pu s'effectuer qu'à travers l'Herzégovine. Le commandement des troupes fédérales opérant en Croatie est installé à Banja Luka, en Bosnie. Les avions qui vont bombarder les villes croates décollent de Bosnie.

Outre l'armée régulière, les groupes paramilitaires serbes, tchetniks et autres, passent nécessairement par la Bosnie. Les armes achetées à Beyrouth débarquent dans un port monténégrin et transitent par la Bosnie. Troupes serbes, régulières ou non, sillonnant les routes de Bosnie, se moquent allègrement de la souveraineté de cette République.

Par ailleurs, si les Serbes de Bosnie ont aidé à liquider le pouvoir communiste, lors des élections, ils ne sont pas plus prêts que les Serbes de Croatie à accepter un statut de minorité, et sont séduits par le projet de Milosevic réunion de tous les Serbes dans un même Etat. Dès le printemps commencent à s'organiser "Républiques en 1991, ils de autonomes serbes". C'est d'abord la "Krajina bosniaque", située dans l'angle Nord-Ouest du Pays, région peu peuplée, qui couvre la surface de trois départements français. Elle est contiguë avec la "Krajina croate" qui la première a fait sécession. En juillet 1991, les deux régions proclament leur unification, par delà la frontière croato-bosniaque. Un peu tard, même déclaration d'autonomie, de la part l'Herzégovine orientale, aux confins du Monténégro et où la population est serbe depuis toujours. Une république autonome se constitue aussi dans Romanija, montagneuse à l'est de Sarajevo.

L'autonomie proclamée n'empêche pas les députés serbes de sièger au Parlement de Sarajevo, prétendant parfois même être les seuls représentants de la République. Ainsi ils se rendent seuls à Belgrade en aout 1991, en vue d'étudier avec la Serbie et le Monténégro le projet d'une nouvelle fédération.

Dans ce climat, les heurts entre ethnies se multiplient dans le pays, surtout entre Serbes et Musulmans, dans la mesure où ils sont les plus nombreux et les plus mêlés. L'incident le plus grave, en septembre 1991, consiste en une "invasion" de l'Herzégovine par des troupes de réservistes monténégrins, qui faisant mouvement vers Dubrovnik, afin d'appuyer l'armée serbe, pillent tout sur leur passage, provoquant la peur et la fuite des populations croates et musulmanes de certains villages.

Face à ces atteintes à son autorité, le gouvernement, dirigé par le président musulman de la République, n'a aucun moyen pour affirmer son autorité. Contrairement aux Républiques voisines, la Bosnie n'a jusqu'alors pas créé de forces armées et le Président se réclame de la non-violence.

Opposée à la dissociation de la Fédération, tant qu'elle comprenait les six Républiques, la Bosnie, à partir de 1991, n'entend nullement entrer dans la "petite fédération" avec la Serbie et le Monténégro. Elle entame un processus de "dissociation", bien sûr, sans l'accord des Serbes de Bosnie. Le 15 octobre 1991, le Parlement vote deux résolutions sur la souveraineté de la Bosnie et son retrait de la Fédération yougoslave. Ce vote du Parlement est boycotté par les députés serbes. Cherchant à se faire reconnaître par la communauté internationale, le Président de la République a déjà pris contact avec les pays islamiques et s'est rendu en Turquie.

Au début de janvier 1992, les Serbes créent la "République de Bosnie" lui donnant pour capitale Sarajevo. Il y a désormais sur le même territoire deux pouvoirs, celui d'une République indépendante, et celui d'une République yougoslave, élément de la future "Grande Serbie", qui seule dispose de l'appui de l'armée serbe qui occupe de fait la Bosnie. Comme l'affirmait alors le vice premier ministre, " La Bosnie s'était transformée en une caserne. Nous devions nourrir l'armée et les réfugiés".

Pour reconnaitre la Bosnie indépendante, la Communauté européenne exigea la tenue d'un referendum qui eut lieu le 29 février 1992. Croates et Musulmans votèrent majoritairement pour l'indépendance, alors que les Serbes boycottaient le scrutin. A noter qu'au cours de ce même mois de février avait eu lieu une brève rébellion des Serbes de Sarajevo.

Concernant les Croates se pose toutefois un problème. Ils ont certes votés pour l'indépendance, dans le cadre de la Bosnie telle qu'elle existe. Mais la plupart d'entre eux sont groupés dans un territoire très compact , l'Herzégovine occidentale, voisin de la frontière croate. La réunion de ce territoire à la Croatie serait géographiquement facile, et c'est pour eux une solution très tentante, d'autant plus que de très nombreux jeunes se sont engagés dans l'armée croate. Ils ont peur de manquer une occasion unique. Mais si l'idée de la réunion de cette région à la Croatie est retenue, c'est le principe même de l'intangibilité des frontières, fondement de la diplomatie du gouvernement de Croatie qui est mise en cause. De plus accepter cette solution c'est abandonner à leur sort les Croates habitant la Bosnie proprement dite.

Milosevic le leader "yougoslave" a su jouer, un temps, sur ce thème, laissant entendre au président croate Tudjman, qu'il était prêt à lui céder cette portion de l'Herzégovine. Tudjman départ, pas, au opposé une fin de non recevoir parfaitement nette. Toutefois, le 21 juillet 1992, présidents croates et bosniaques, tout en concluant un accord coopération militaire, ont convenu que l'organisation future de la Bosnie serait fondée "sur le principe de l'égalité des trois peuples constitutifs qui y vivent, Musulmans, Croates et Serbes". L'ordre constitutionnel de la République sera fondé " sur des unités constitutives,

tiendront compte notamment des aspects nationaux, historiques, culturels et économiques de chacune".

Mais en Bosnie-Herzégovine cette idée a gagné du terrain, sous une forme un peu différente: l'idée de "cantonisation", selon laquelle on pourrait organiser des "cantons" par ethnies et notamment un "canton croate" dans l'Herzégovine occidentale. Un article du Monde du 3 septembre 1992 traite des "ambiguités croates" en Bosnie" en indiquant que deux lignes politiques s'affrontent: celle M.Boban, président croate autoproclamé de l'Herzégovine occidentale qui prône la "cantonisation", celle de M.Kljujic, membre croate de la présidence bosniaque qui se bat pour un Etat unitaire , soulignant que le "canton croate" laisserait en dehors de lui 39% des Croates. Mais la force militaire est du coté de M.Boban; en effet le Conseil croate de défense de Bosnie-Herzégovine (HVO), force militaire des Croates de Bosnie, est majoritairement fidèle à M.Boban et ne se sent guère concerné par les décisions du pouvoir légal bosniaque, ceci en dépit de l'accord passé entre le Président la République bosniaque et le président de Croatie: Tudjman, plaçant officiellement le HVO sous commandement de l'armée bosniaque. Aujourd'hui, en Bosnie, la parole est en effet aux armes, les Serbes ayant conquis environ les trois quarts du pays. Les combattants croates se font souvent une piètre idée de l'armée bosniaque, n'hésitant pas, parfois, à refuser de l'appuyer dans ses actions.

LA "GUERRE SERBE".

Avant d'examiner les méthodes de la "guerre serbe" en Bosnie, il convient de revenir sur les méthodes de la guerre menée en Croatie, telles qu'elles ont été révélées par divers observateurs ou rapports officiels.

LA GUERRE EN CROATIE.

Précisons que l'armée fédérale n'était pas, en Yougoslavie, la seule force militaire. Une défense territoriale avait été mise sur pied; formées par la "société autogérée", ces forces militaires populaires dépendaient des communes et des Républiques. Dotées d'un armement léger, ces forces devaient défendre l'indépendance "d'un pays menacé par des forces bien plus puissantes". Parmi les inventeurs de la doctrine de la défense territoriale se trouvait notamment F.Tudjman, actuel président croate. Il ne pensait sans doute pas que ce système servirait à défendre sa République contre la Serbie.

S'orientant vers l'indépendance, dès novembre 1990, la Croatie achève de placer la défense territoriale sous le contrôle du gouvernement de la République et crée une police paramilitaire. S'y ajoute aussi des milices du parti HDZ. Dans la zone serbe de la Krajina, en pleine Croatie, des formations paramilitaires serbes se sont déjà constituées. Minoritaires en Croatie, les Serbes, assimilant purement et simplement

Croates et Oustachis, envisagent avec la plus grande appréhension l'accession de la Croatie à l'indépendance et constituent des milices, aidés en cela par la Serbie.

En janvier 1991, la présidence fédérale yougoslave donne l'ordre de désarmer "toutes les forces armées non autorisées" Croates et Slovènes refusent de s'y plier; on craint l'affrontement, finalement un compromis est trouvé: la Croatie désarme la police paramilitaire et les milices du HDZ, mais non pas la défense territoriale. La Croatie cherche d'ailleurs à acheter des armes à l'étranger pour renforcer sa défense territoriale, ce qui suscite un conflit avec la présidence fédérale.

Dès avril l'armée fédérale yougoslave commence à se déployer en Croatie. L'ambiguité est totale: le système politique yougoslave a éclaté, mais l'armée, institution unitaire subsiste et est considérée par les populations croates comme une armée d'occupation.

Alors que l'on débat sur ces questions, la rébellion des Serbes de la région de Knin en Croatie a commencé dès septembre 1990: routes et voies ferrées barrées, communes à majorité serbe érigées en "République autonome serbe" (RAS) de Krajina, interdisant leur territoire aux forces de police croates. Le 28 février 1991 le "gouvernement" de cette RAS proclame sa séparation d'avec la République de Croatie. et son désir de s'unir à la Serbie. Dans le même temps la rébellion contre les autorités croates s'étend à une autre région, celle de la Slavonie orientale, où les Serbes sont nombreux mais ne constituent nulle part une majorité. Les premiers heurts mortels de cette guerre larvée ont lieu le 31 mars 1991. Un détachement de miliciens serbes est venu prendre possession d'un parc national dans la Krajina; des policiers croates tentent de les déloger; on compte trois tués. Le surlendemain, l'armée "fédérale" prend position dans la région en principe pour s'interposer entre les combattants, en fait pour soustraire la région à l'autorité du gouvernement croate. Dès lors le scénario est au point: il suffit aux Serbes de Croatie de créer des désordres en un lieu quelconque pour susciter une intervention de l'armée qui interdit la localité aux forces croates. Au total ce système a permis fin aout 1992 supprimer tout contrôle croate dans un tiers des 115 communes pays, dont plus d'une vingtaine où les Serbes représentent que 10 à 50% de la population. Dans les villages purement croates, voisins de villages serbes, l'attaque commence par des tirs de mortiers, les civils fuient, les irréguliers serbes attaquent, suivis au besoin par l'armée et le village est ensuite rasé.

Au milieu d'aout, le mythe de l'action autonome des milices serbes de Croatie est abandonné. C'est l'armée "yougoslave" elle-même qui prend en main la conquête du territoire. Venant de Bosnie une importante colonne de chars envahit la Slavonie occidentale. Le 27 aout, l'armée commence l'attaque de Vukovar qui tiendra trois mois. C'est aussi le moment où se multiplient les destructions systématiques de villages croates. Dramatiquement dépourvu d'armements lourds le

gouvernement croate décide alors de donner l'assaut casernes croates où sont cantonnées les garnisons de l'armée fédérale, avec tous leurs armememnts. Quinze se rendent après pourparlers, mais dans d'autres cas la lutte est âpre . En riposte l'armée fédérale décide que pour chaque objectif militaire attaqué , elle détruira un objectif économique croate. Commence alors la destruction systématique de tout le potentiel industriel et touristique de la Yougoslavie. partir du 3 octobre, la marine yougoslave entame le blocus des ports. Puis après une attaque de l'aviation fédérale sur le palais présidentiel de Zagreb, un nouveau front apparait, Dubrovnik, terre purement croate, où il n'existe aucun Serbe à protéger. La Croatie réorganisant sa défense, s'efforçant d' éliminer tous les irréguliers, va en novembre et décembre remporter un certain nombre de succès et reconquérir une partie de la Slavonie occidentale. Il faut attendre le 15 janvier 1992, pour que le quinzième cessez le feu accepté devienne effectif, pour un temps, sous l'égide des Nations Unies. Des casques bleus, près de 14.000 aujourd'hui, déploient dans les zones conquises par les Serbes. Mais ce cessez-le -feu est resté purement formel: la guerre en Croatie terminée, les Serbes continuant leurs loin d'être bombardements, notamment sur des objectifs civils, et les Croates s'efforçant de reprendre les régions conquises. Les victimes sont très difficiles à dénombrer, les chiffres oscillent entre 4000 et 20.000.

Divers rapports internationaux précisent le caractère de la guerre. Celui des observateurs de la CEE explique: "Dans le cas des petits villages, les habitants croates sont tués ou contraints de fuir, puis leurs maisons sont rasées (...) L'armée fédérale détruit tous les villages croates qu'elle conquiert. Dans certains cas, l'armée yougoslave choisit délibérément des cibles civiles ou symboliques, comme les écoles, les musées, les églises, les stations de radio et de télévision et, principalement les hopitaux.(...) Le nombre d'attaques et de bombardements contre les objectifs civils va croissant". (Le Monde 4 déc 1991).

Un rapport d'une équipe de cinq experts publiée dans l'International Herald Tribune, le 17 janvier 1992 confirme cette tactique. "Ces exactions visaient, selon les observateurs, à faire fuir les villageois pour dépeupler certaines régions de leurs habitants d'origine croate. Des photos et des films vidéo montrent notamment des pendaisons, énucléations, mutilations diverses, comme le corps d'un homme de quatre vingt douze ans qui, après avoir été exécuté, a été écrasé par un tank".

Selon Paul Garde, de nombreux témoignages concordants montrent que l'expulsion des Croates (et autres non Serbes, Hongrois par exemple) des territoires conquis est le fait d'une politique systématique qui entend faire disparaitre toute trace de leur ancienne présence. C'est pourquoi sont détruits systématiquement les églises catholiques, les écoles, les musées. On a parlé à ce propos de "mémoricide". Il s'agit de créer un territoire "ethniquement pur" où il ne reste rien d'un autre peuple, pas même les souvenirs qu'il a pu laisser.

Certes les atrocités et les excès ne sont pas le fait du seul camp serbe. La presse croate s'est fait l'écho d'atrocités commises par des irréguliers croates, la presse serbe parle aussi de villages serbes brulés. Mais ce qui apparait clairement, et c'est là que réside la distinction, du coté serbe ceci "correspond à une politique voulue et planifiée par les autorités pour aboutir à un remodelage complet de la carte ethnique" (Paul Garde).

DECHAINEMENT EN BOSNIE-HERZEGOVINE.

Dès avril 1992, le conflit armé se développe en Bosnie Herzégovine. A Sarajevo des barricades sont érigées par diverses milices armées; le 8 avril un bombardement à l'arme lourde, qui ne peut provenir que de l'armée fédérale, est effectué en plein centre de Sarajevo. En Herzégovine s'affrontent les formations paramilitaires croates du parti du droit (HOS), parti ultranationaliste, dont les milices sont interdites en Croatie, et des éléments de l'armée fédérale. Au voisinage de la frontière serbe, s'affrontent Musulmans et Serbes, ces derniers étant renforcés par des volontaires venus de Serbie. Suite à ces accrochages l'armée fédérale prend le contrôle des localités concernées.

Le 8 avril, la présidence bosniaque décrète "l'état de danger de guerre immédiat". Elle s'efforce dans le même temps de trouver un compromis avec l'armée fédérale, forte alors de 150.000 hommes en Bosnie. Le chef d'Etat-major avait déclaré quelques jours plus tôt, qu'en dépit de la reconnaissance internationale de la Bosnie, l'armée yougoslave ne se retirerait pas, avant que la question serbe ne soit résolue. le rôle de l'armée, avait-il précisé, " est de prévenir de nouveaux génocides et notammment celui des Serbes, ainsi que l'agression de la Croatie contre la République". Il avait également expliqué que 65% de l'industrie d'armement et des aéroports de l'ex-Yougoslavie se trouvaient dans ce pays. Le 9 avril, dans une lettre au président Bush, le président de la République bosniaque dénonçe "l'agression intérieure et extérieure menée contre la Bosnie-Herzégovine".

A partir du 20 avril, la stratégie de la Serbie parait évidente. Il s'agit pour les milices serbes, appuyées par l'armée fédérale de relier entre elles les différentes enclaves serbes de Bosnie-Herzégovine, afin de constituer une entité territoriale homogène pouvant être reliée à la Serbie. le leader serbe de Bosnie, "la guerre fait précisément dans les régions où devront être tracées les entre les trois entités ethniques. frontières La guerre prendra fin lorsque ces cartes seront tracées et acceptées par trois parties". Les sécessionnistes serbes qui proclamé l'indépendance de la "République serbe de Bosnie-Herzégovine" réclament ouvertement les deux tiers territoire.

Cette stratégie va se poursuivre; ainsi, au milieu de Juillet, alors que la pression internationale s'accentue sur la Serbie, les forces serbes accroissent leur pression sur plusieurs localités, pression appuyée par les chars et l'aviation. Il

s'agit notamment de prendre Goradzé, dernière ville à majorité musulmane (70% de la population), de la vallée de la Drina, à ne pas être tombée aux mains des Serbes. L'action vise aussi la zone nord, en bordure de la frontière croate, le long de la Save, ainsi que quatre villes situées dans le centre de la Bosnie et disposant d'importantes usines d'armement. On reconnaissait d'ailleurs, à l'époque, à Belgrade que "les forces serbes entreprenaient une véritable course de vitesse pour prendre des territoires". Par la suite l'armée exfédérale s'est dit-on retirée de Bosnie, mais en abandonnant sur place la majorité de ses équipements lourds aux milices serbes.

La poursuite du conflit entraine de nombreuses victimes: fin mai, selon les autorités bosniaques plus de 5000 personnes tuées ou portées disparues; plus de 18.000 blessées dont 8000 gravement mutilées. En juillet, il est question de 40.000 morts. Au vu de ces chiffres, il apparait que la guerre de Bosnie est beaucoup plus meurtrière que celle de Croatie. Le leader ultranationaliste serbe V.Seselj, applaudi foule, ne déclarait-il pas, le 27 mai, en plein centre de Belgrade qu'il fallait détruire les quartiers musulmans de "jusqu'à Sarajevo la dernière pierre", tandis revendiquait la peine de mort pour les généraux de l'ex-armée yougoslave, dont certains avaient hésité à utiliser la manière forte au début du conflit avec la Bosnie-Herzégovine. En mai, le général serbe commandant les troupes dominant Sarajevo n'hésitait pas à déclarer "Brulez-tout". Cet ultranationalisme se développe aussi du coté croate, nous avons parlé à ce propos du HOS, et du coté Musulman. A la violence des uns répond la violence des autres. "The Independant" de Londres affirmait récemment que les forces bosniaques n'hésitaient pas à commettre des attaques contre les leurs, pour ensuite les attribuer aux Serbes, à des propagande.

Il faut parler aussi des réfugiés. A l'heure qu'il est, sur les neuf millions de personnes que comptaient la Croatie et la Bosnie, au début du conflit, plus de 2,5 millions ont été "déracinées", soit près d'un tiers de la population; deux millions èrent où sont "parquées" dans les divers Etats de l'ex-Yougoslavie, tandis que près d'un demi-million a trouvé un asile temporaire ou définitif dans le reste de l'Europe où l'accueil n'a pas toujours été favorable. On a vu affluer à la frontière croate des milliers de réfugiés bosniaques, ce qui confirme le fait que les Serbes ont entrepris de vider des régions entières de leur population musulmane. Une fois les villages conquis de façon brutale, les populations sont regroupées dans des "centres de migration", classées selon leur origine ethnique et chassées ensuite, dans les pires conditions, hors des zones contrôlées par les milices serbes. Dans certains quartiers de Sarajevo, des familles musulmanes sont expulsées et contraintes de signer un document par lequel elles s'engagent à évacuer leur logement et à ne jamais y Tout refus se traduit par une exécution avec deux balles dans la tête.

Mais cette "purification ethnique" a été encore plus loin puisque l'on apprenait début aout que la guerre avait franchi un pas de plus dans l'horreur. D'après les témoignages de prisonniers échappés de certains camps, les Serbes se livrent sur les détenus aux pires atrocités; dans au moins deux camps, des centaines de civils auraient été tués. Sans confirmer formellement ces faits, la Croix-Rouge a souligné alors qu'elle s'était vu refuser l'accès à certains camps tenus par les Serbes. Dévoilés en aout, ces faits auraient été connus depuis juin par certains responsables de l'ONU. l'écrivait Jacques Lesourne: "depuis qu'il y a soupçon d'extermination dans les camps contrôlés par les Serbes, la crise yougoslave a changé de nature. Elle ne relève plus seulement du conflit ethnique accompagné de crimes de guerre, elle glisse vers le génocide. Dès lors, il faut faire ouvrir les camps, de gré ou de force, en prendre le contrôle et annoncer à M Milosevic, à ses séides et aux officiers serbes qu'ils seront individuellement tenus pour responsables de leurs actes et jugés pour crimes contre l'humanité". Pour l'heure il n'apparait pas que la communauté internationale ait véritablement pris tous les moyens pour faire toute la lumière sur cette affaire qui rappelle de sinistres souvenirs. Ceci en dépit de la condamnation portée par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU et de celle des 51 pays de la CSCE.

PROBLEMES DU "FRONT SUD".

Si les regards sont focalisés sur la Croatie et la Bosnie, il ne faudrait cependant pas oublier la question macédonienne et celle du Kosovo.

LA MACEDOINE

La Macédoine historique est l'ensemble des plaines et vallées, situées au Sud de la Serbie en descendant vers le golfe de Salonique qui s'ouvre sur la mer Egée. Tout ce pays a appartenu à l'Empire ottoman jusqu'en 1912. A l'issue des guerres balkaniques, il a été partagé entre trois Etats: le nord à la Serbie, le sud à la Grèce et un petit morceau à l'est, à la Bulgarie. C'est la partie Nord échue à la Yougoslavie qui forme en 1945, l'actuelle République de Macédoine. (Carte n°4).

Quelles sont les populations de Macédoine ? A l'ouest on a environ 450.000 Albanais, plus de 20% de la population, musulmans, ou parfois catholiques. On note aussi parmi les minorités la présence de Turcs, non pas des Slaves islamisés, mais de vrais turcophones. Il y a des Tsiganes formant de véritables villes, notamment vers Skopje. Enfin il y a les Slaves de religion orthodoxe que l'on nomme aujourd'hui "Macédoniens": 67,3% de la population.

Que signifie "Macédonien"? Les statistiques du début du siècle ventilaient les orthodoxes en "Grecs" et "Bulgares", rarement

"Serbes". Ces dénominations dénotaient simplement l'affiliation confessionnelle à tel ou tel patriarchat: Constantinople, Sofia ou Belgrade. Du point de vue ethnique, parmi ces orthodoxes, il y avait deux grandes masses : des Grecs au Sud, dans la partie rattachée aujourd'hui à la Macédoine grecque, des Slaves au Nord qui se virent partagés entre trois pays: Grèce, Bulgarie et Yougoslavie. En 1912, l'attribution à la Serbie (puis à la Yougoslavie) de majorité de ces populations slaves, revendiquées par Bulgarie, fut ressentie par les Bulgares comme une trahison. Ce sont aujourd'hui ces Slaves classés "Bulgares" qui forment la majeure partie de la population de la "Macédoine". Ce passé explique certains problèmes actuels. Il fallut d'ailleurs un arbitrage du Komintern pour décider que ce pays serait libéré par les partisans de Tito et non par le PC bulgare.

Par la suite l'habileté de Tito consista à considérer comme une nationalité séparée les Macédoniens, préconisant l'usage d'une langue macédonienne. Il règla même problème le religieux, créant une église autocéphale avec son propre patriarche. La notion de nation macédonienne ne fut pas acceptée par la Bulgarie, ne voyant là qu'une manipulation yougoslave. Toutefois le pari de Tito réussit dans la mesure où les Macédoniens jouissaient d'une plus grande liberté et d'un meilleur niveau de vie que les Bulgares, bien que la Macédoine ait été la plus pauvre des Républiques yougoslaves. La Grèce, non plus n'a jamais reconnu l'existence d'une nation macédonienne, et encore moins d'une minorité macédonienne sur son territoire.

Comment se présente le problème aujourd'hui? La Macédoine a proclamé son indépendance le 15 septembre 1991, après un referendum approuvé par 95% des votants, à noter toutefois le boycottage par la minorité albanaise. Depuis lors, l'armée fédérale achève d'évacuer le territoire. Bien qu'il n'y ait pas d'affrontements armées, le climat est cependant tendu. En effet, l'objection principale de la Serbie porte sur le sort de la minorité serbe: thème du droit pour tous les Serbes de vivre dans un même Etat. Ceci pourrait déboucher sur une demande de révision des frontières ou sur la formation de régions autonomes entretenant avec Belgrade des relations privilégiées. Mais en réalité que représente cette minorité serbe? Selon les spécialistes, les Serbes authentiques ne seraient guère que 50.000, alors que Belgrade en revendique de 300 à 500.000, qui auraient été contraints de "macédoniser" leurs prénoms. Les Macédoniens rétorquent qu'au contraire, dans la Yougoslavie unitaire d'entre-deux guerres, nombre de familles ont été contraintes de "serbiser" leur nom. Il y a donc là un contentieux qui risque de poser quelques problèmes dans l'avenir.

Du coté de la Bulgarie les relations ne paraissent pas faire problème. Sofia a été la première capitale à reconnaitre l'indépendance, sans toutefois mentionner le nom de Macédoine, ce qui révèle toute l'ambiguité de sa position sur la question de l'existence d'un peuple macédonien.

La Grèce, par contre, a réagi vivement à la déclaration d'indépendance. Parmi les membres de la CEE, elle est la seule à s'être opposée à sa reconnaissance, exigeant que la Macédoine renonce " à se parer d'un nom qui appartient exclusivement à l'héritage de la Grèce antique, et que les Slaves, tard venus dans les Balkans, ne sauraient s'approprier sans usurpation". Pour les Grecs, s'approprier ce nom trahirait la volonté de revendications territoriales sur la Macédoine grecque. Ceci s'est traduit en Grèce par des manifestations de masse et par un blocage de la circulation transfrontalière. La crainte de la Grèce est de voir la Macédoine se rapprocher de la Bulgarie, faisant ressurgir le spectre de la "grande Bulgarie" de 1878.

En dehors des rapports avec ses voisins, la Macédoine a des problèmes internes, et d'abord celui des Albanais. L'Albanie a d'ailleurs déclaré qu'elle ne reconnaitra la Macédoine que lorsque celle-ci aura assuré l'égalité des droits à sa minorité. L'intégration de ces Albanais a toujours été difficile: manque de moyens pour assurer le rattrapage, en matière de développement, d'une population très prolifique, peur d'être progressivement numériquement surclassé, d'ou une albanophobie. En conséquence, le système scolaire restreint les possibilités d'accès des Albanais aux études secondaires supérieures; 1980 en on a supprimé les allocations familiales aux familles nombreuses (essentiellement albanaises). Peu représentés parmi les cadres, les qualifiés et les fonctionnaires, les Albanais, après avoir boycotté le referendum, en ont organisé un et proclamé l'autonomie de la Macédoine occidentale. On les soupçonne d'organiser formations paramilitaires.

Trois options s'offrent à eux: la consolidation de l'autonomie, dans le cadre d'une négociation avec les autorités de Skopje - le rattachement à l'Albanie - l'union avec les régions albanaises de Serbie, dans le cadre d'une "République du Kosovo".

LE PROBLEME DU KOSOVO.

Province autonome de la République de Serbie, le Kosovo est peuplé a 85% d'Albanais. La Yougoslavie d'entre-deux-guerres les a traité en citoyens de seconde zone, tandis que Tito, bien qu'ayant créé une Province autonome, organisé enseignement de masse, et amorcé l'industrialisation de la région, a soumis les Albanais à une surveillance policière assez brutale de 1948 à 1966. L'encadrement militaire et toujours été à dominante yougoslave policier monténégrine. D'où des rancunes tenaces, revenues à la surface à la mort de Tito, à l'heure où la croissance fait place à la οù stagnation. le malaise social s'accentue: accroissement du chômage, au sein d'une population à forte croissance démographique.

La volonté affirmée en 1981 d'être érigée en République provoque de la part des autorités yougoslaves une accentuation de la répression et détériore encore davantage les relations entre la majorité albanaise et les minorités serbes et

monténégrines. Mais c'est surtout à partir de 1987 que Milosevic et ses partisans décident de traiter la crise de façon plus énergique. ils encouragent les Serbes du Kosovo à leurs propres communes, sortes d'enclaves qui préfigurent ce qui va se passer en Croatie et Bosnie. Enfin en 1989 et 1990, des modifications constitutionnelles et des lois d'exception, appliquées au prix d'une sanglante répression, aboutissent à la suppression totale de l'autonomie de la Province. Le parlement local est dissous, les émissions de radio et télévision en langue albanaise, ainsi que le seul quotidien arabophone sont supprimés. Les Albanais systématiquement écartés des postes de direction et licenciés par dizaines de milliers. Ils répondent par la résistance passive, organisée par les partis et les syndicats, boycott des élections , fuite devant les obligations militaires, refus de payer les impôts, grève de l'enseignement. Pendant ce temps les Serbes du Kosovo élaborent un projet de recolonisation de la province, prévoyant sur 5 à 10 ans la construction de quelques dizaines de villages réservés aux Serbes qui disposeraient gratuitement des terres et des maisons allouées de façon inaliénable. Il s'agit ni plus ni moins d'une politique d'apartheid, réalisé dans un pays où le taux de chômage est de l'ordre de 40%.

L'évolution de l'opposition albanaise est sensible; elle a proclamé le Kosovo, "République souveraine et indépendante", suite à un referendum quasi-unanime. C'est sans doute là un des problèmes les plus brulants de la région, où se conjugue les réactions des Albanais du Kosovo, de ceux de Macédoine, avec l'évolution de la situation en Albanie elle-même.

On pourrait parler aussi de la Voïvodine, au nord de la Serbie, province groupant des minorités croates et hongroises, dont l'autonomie a été supprimée, en même temps que celle du Kosovo. Un article du "Monde" du 26 aout soulignait qu'accueillant actuellement 400.000 réfugiés serbes, cette province était atteinte par la "purification ethnique", les Croates sont soit expulsés, soit "invités" à quitter le pays en des termes qui ne laissent guère de doute sur les intentions des Serbes.

Mais en conclusion nous nous contenterons de souligner un certain nombre de problèmes posés par ces conflits à la communauté internationale.

Tout le monde semble d'accord sur l'aide humanitaire, mais reste posée la question de son acheminement en direction des populations concernées, populations qui sont multiples. On parle beaucoup de Sarajevo, mais peu des autres villes ou localités qui connaissent pourtant les mêmes problèmes. Dans le cadre des décisions des Nations Unies, un déploiement militaire européen doit permettre l'acheminement de cette aide, mais le 27 aout, alors que la France se déclarait prête à envoyer 1100 hommes, Roland Dumas reconnaissait que les

réunions pour l'instant tournaient un peu en rond. C'est l'UEO qui doit se charger de la coordination entre Européens. La récente conférence de Londres a posé dans ce domaine un certains nombre de principes. Mais récemment, la destruction en vol d'un avion italien acheminant cette aide a interrompu le trafic aérien en direction de Sarajevo.

La question des camps de détention où se pratique un certain type de "purification ethnique" demeure posée , puisque la conférence de Londres demande "l'accès immédiat de la communauté internationale aux camps pour examiner la situation des personnes détenues", en attendant le démantèlement des camps, dont les organisations humanitaires prendraient en charge les détenus libérés.

Mais tout ceci ne fait pas cesser le conflit dont responsabilité incombe à la Serbie, même si des exactions sont par d'autres. Jusqu'alors la internationale s'est limitée vis à vis de la Serbie à des mesures d'embargo. Or les effets de l'embargo commercial, pétrolier et aérien, décrété par le Conseil de Sécurité le 1er juin dernier sont plus que limités. Malgré l'intensité de la guerre, les Serbes ne semblent pas avoir trop de difficultés d'approvisionnement en matériel ou en carburant (sauf le diesel). On sait que des chargements de produits pétroliers, transitant par la Grèce ou la Roumanie et destinés officiellement à la Macédoine, la Croatie ou la Slovénie, sont transitant en fait arrivés en Serbie. Plusieurs entreprises allemandes et même hongroises sont dans le collimateur. Economiquement, la Serbie et le Monténégro, en dépit de leurs graves problèmes, ne semblent pas pour le moment au bord de la faillite.

sanctions prévues ne sont donc pas véritablement appliquées et l'on peut lire dans l'arsenal de "décisions spécifiques" de la Conférence de Londres qu'un accord a été conclu pour "le renforcement d'un plan d'action visant à assurer l'application rigoureuse des sanctions", et "renforcement des sanctions sur le Danube, considérant que les pays riverains ont autorité pour le faire et l'obligation de les appliquer". Va-t-on se décider à vérifier si les sanctions sont véritablement appliquées? Il semble que oui, car dans un autre paragraphe, tous les gouvernements et organisations internationales s'engagent à organiser des missions contrôle et de surveillance demandées par la CSCE sur les territoires de l'ancienne République fédérative et socialiste de Yougoslavie et des pays voisins (contrôle de l'embargo). Il ne s'agit encore que d'une décision de principe: combien de temps cela prendra-t-il pour être mis en oeuvre?

Enfin il est question aussi de la "supervision internationale des armements lourds", notamment en Bosnie. Si la Communauté internationale ne fournit pas les moyens militaires pour imposer cette supervision, elle dépendra de la seule bonne volonté des milices serbes. Le renforcement de l'embargo pourrait être un moyen d'encourager cette "bonne volonté".

A travers ce qui ressort de la Conférence de Londres, il apparait que si les bonnes intentions ne manquent pas, la

communauté internationale dans son ensemble n'a pas encore pris conscience de la nécessité et de l'urgence de mettre en oeuvre des moyens efficaces, tant pour contraindre la Serbie, que pour organiser une aide humanitaire efficace. Sans doute compte-t-on toujours sur un possible renversement de la situation politique en Serbie, une victoire des opposants à Milosevic. Les derniers évènements montrent qu'on se fait des illusions. L'urgence est pourtant grande, car de nouveaux foyers peuvent surgir en d'autres lieux. L'ultra-nationalisme est un phénomène contagieux.

BIBLIOGRAPHIE.

Georges Castellan: "Histoire de Balkans" (XIVème - XXème siècle). Fayard.

Paul Garde: "Vie et mort de la Yougoslavie" Fayard.

Numéro 2 de "Politique Etrangère" 1992.